

De l'imagination et du temps contre la déchirure du tissu social

Abdelbaki BELFAKIH

Faculté des lettres et des sciences
humaines Ben M'sik - Casablanca

Autour de l'angoisse et du désir

Il est un point commun particulièrement significatif entre la culture et le politique: ces deux espaces ne sont ouverts dans l'espèce humaine que parce que le bonheur fait problème. A supposer que les êtres humains soient bons, sages, vertueux et raisonnables, il n'y aurait probablement ni culture ni politique culturelle. Il y aurait de l'organisation. Il n'y aurait pas de politique au sens où la première question du politique est celle de la tragédie humaine, de la réponse à la violence, du rapport à autrui. De la même façon, la question centrale de la culture est au départ celle de l'angoisse et du désir, donc de la passion⁽¹⁾. C'est autour de ces deux concepts que se constitue la présente réflexion car c'est dans ce point de condensation entre les passions humaines et l'intelligence humaine que se situe l'enjeu du rapport entre politique et culture. Or nous vivons une mutation qui bouleverse la manière dont le couple passions humaines et intelligence se trouve organisé⁽²⁾. S'ajoute à cette mutation planétaire celle relativement plus récente qui nous concerne directement en tant que société : notre rencontre avec la modernité et les types de rapport que nous

1. Cf. le chapitre IX (Culture et Politique) de l'ouvrage de M. de Certeau, *La culture au pluriel*. Seuil. Coll. Points-Essais. 1993

2. Cf. G. Balandier. *Le Grand Système*. Fayard. 2001. pp. 7-11

entretenons avec elle. Quelles en sont, alors, les conséquences sociales et culturelles de ces mutations ?

Classiquement, les processus de socialisation étaient le travail, la famille, la religion, l'« école », la communauté et plus tard la patrie. Notre société à dominance rurale est devenue, brusquement, urbaine. Et aujourd'hui, et après avoir intériorisé le rythme et les métiers de la ville et quitté la société agricole, nous sommes entré dans celles de l'informatique⁽³⁾, de l'information, pendant que d'autres révolutions sont entrain de s'accomplir dont celles de l'intelligence et du capital connaissance⁽⁴⁾. De fait, l'emploi est en véritable mutation. A cette transformation, s'en ajoute une, qui à bien des égards, est encore plus considérable, la mutation à travers le génie génétique. Cette dernière n'est pas sans mettre à l'épreuve la relation qu'entretient toute société avec la vie et la mort⁽⁵⁾.

Une incidence majeure : la coupure espace public/espace privé

Il y a donc perte de repères sociaux et culturels. Or de tels bouleversements ont, à l'évidence, des répercussions sur notre identité. Ces révolutions censées générer le progrès ne peuvent-elles pas paradoxalement faire le lit de nostalgies identitaires ? En effet, cette formidable perte de repères crée un mouvement de résistance naturelle chez des gens qui sentent leurs socles se dérober sous leurs pieds. Ils résisteront sur un mode nostalgique partout où ils trouveront des lieux de simplification, d'explication simple à leur détresse. La construction de lieux identitaires a, de fait, une formidable possibilité d'émergence. Face à la montée des fondamentalismes religieux, mais aussi sociaux (le corporatisme), territoriaux (l'autonomisme, le nationalisme), de la nature (la partie fondamentaliste de l'écologie), le «fait démocratique»⁽⁶⁾ doit pouvoir réagir, entendre ces questions. S'il est un fait sans épaisseur, c'est-à-dire une simple somme de moyens techniques et administratifs de dévolution de pouvoir, et qu'il se trouve incapable de prendre en charge ces interrogations, il ne fera pas le poids face à ce que

3. Plus que cela, le rapport Mackenzie de 2006 va jusqu'à recommander au gouvernement marocain d'emprunter la voie du développement de l'artisanat, de la voiture de sous-traitance et celle de l'informatique.

4. Il est fait référence ici au fameux rapport Attali. Cf.

5. Effectivement, en l'espace de deux générations, nous venons de vivre un bouleversement considérable qui vient nécessairement atteindre ce qu'il a de plus intime dans le cœur de tout être humain et, dans toute la société, le rapport au vivant, donc à la mort qui constitue le socle éthique, culturel et religieux des sociétés.

6. Si on peut réellement l'identifier en tant que tel, i.e. en tant que pratique enracinée, vécue par tout le monde, du moins par la majorité des citoyens, agissante et structurante.

seront de plus en plus les grands objets de conflits du troisième millénaire revendiqués par le peuple et amplifiés par ses « porte parole », comme par exemple l'affaire de la liberté d'expression des médias et des jeunes⁽⁷⁾, celle de la laïcisation, de l'éducation et de la formation, du travail, etc.

Ces questions qui portent sur l'intime sens de la vie au sens culturel le plus fort du terme sont les questions qui commencent à peine d'être soulevées lors des débats et nos stratégies publiques sont prises de cours car le modèle qui les agite est celui de la mixtion entre l'espace public et l'espace privé dans laquelle nous remarquons l'ambivalence, voire le regain de vigueur de cette configuration qui veut que l'ensemble de ces questions de sens sont renvoyées sur la conscience collective. Le « fait démocratique », s'il en existe un, doit créer des espaces alternatifs au modèle identitaire communautaire. Alors comment ces questions de sens qui renvoient à la conscience communautaire pourraient-elles être débattues - en reconnaissant la conscience individuelle - montante mais occultée - dans l'espace public ?

Je défends la thèse que ces questions doivent avoir leur place dans l'espace public. A cet égard, tout et rien ne sépare le public du privé au Maroc aujourd'hui et cette situation est entrain de s'épuiser. Elle nécessite d'ailleurs à ce que ces deux registres soient redéfinis. Ces deux registres sont restés sous tutelle du religieux. La religion a rempli un rôle historique positif contre la colonisation, mais la pacification de la question religieuse ne s'est jamais faite en dehors de la volonté du pouvoir. La religion, après avoir produit ses effets dans l'histoire se trouve assiégée par une panoplie d'interprétations qui occultent toute forme de laïcisation. On est en effet passé d'une religion militante à une religion comme neutralité qui définit l'espace public comme un espace vide par rapport aux questions essentielles du sens de la vie humaine, qu'elle soit individuelle ou collective. Dans cette perspective que prône la religion aujourd'hui le tout semble relégué, voire déporté au lendemain éternel.

Si l'on prend les quatre grandes passions humaines que sont le sens, l'amour, la puissance et la richesse, paradoxalement, le modèle religieux dans sa forme contemporaine, en vient à n'autoriser dans l'espace public que la discussion sur la passion de richesse⁽⁸⁾. Par conséquent, cette définition réductrice de la religiosité qui expulse sur l'espace privé les grandes questions de sens, produit une formidable réduction de l'espace public sur l'économisme y compris culturel. Ce qu'on appelle

7. Qui ne se souvient pas du procès de cette brochette de jeunes appelés « sataniques ».

8. La définition qui en est faite du « social » à l'aide duquel est gérée toute la dimension de la politique au quotidien témoigne de la réduction du social à sa configuration matérielle, i. e. qui porte essentiellement sur la dualité riche-pauvre.

les « politiques culturelles »⁽⁹⁾ sont des « économies de la culture ». On prépare ainsi les espaces privés non-soumis au droit et à la logique sociétale de l'échange, donc du pluralisme et de la tolérance. On restreint l'espace public et on prépare des lieux de monologue identitaire totalitaires⁽¹⁰⁾. On ne voit pas le totalitarisme qui est en train de se constituer sur l'espace privé du fait de la faiblesse de l'espace public, donc du fait démocratique.

Quel risque peut-on encourir en prodiguant l'élargissement de l'espace public? Que le politique ne s'accapare ces questions privées. Que l'Etat ne devienne le « grand frère ». Il faut ici distinguer la sphère publique du politique et de l'Etat. L'espace public est un lieu caractérisé par la logique d'échange, c'est donc un lieu vide de pouvoir. Il est clair que là où existe du politique, il y a pouvoir, puisque passion de puissance. Or, rien n'est plus dangereux qu'une puissance qui prétendrait faire une politique du « bonheur ». Il est très important de mettre en place des garde-fous. Il en existe d'ailleurs déjà certains comme la Haca, l'IER...Il faut aussi penser des systèmes d'équilibre par rapport à la puissance qui se voudrait totale, donc d'une politique qui se voudrait culturelle globalement. Le pouvoir n'a évidemment pas à dire ce que doit être la culture, mais la responsabilité des politiques et de garantir et d'étendre les espaces publics où la culture est possible, en donnant à des projets économiquement non vendables en terme de marché, les moyens d'exister. L'Etat a pour rôle de garantir la possibilité de ces espaces publics. Cela suppose des innovations profondes bien qu'elles soient déjà présentes empiriquement, sous forme de compromis, j'en prends pour témoin la musique et les différentes expressions jeunes. Mais ce modèle ne pense pas son propre dépassement, il ne développe pas de stratégie cohérente sur la redéfinition de l'espace privé. Il s'agit d'instaurer des règles organisées autour de l'échange et de la contradiction, donc du pluralisme et de la tolérance. Un espace public au sens qu'on donne Habermas⁽¹¹⁾ : une éthique de la discussion qui permette de poser toutes les questions, même si certaines questions de sens - comme celles de la dignité, des libertés publiques et du soubassement théologico-politique du pouvoir

9. La plupart des écrits ayant effleuré la question de la politique culturelle au Maroc le font en présentant cette dernière sous l'angle quasi exclusivement économique et financier. J'en veux pour exemple l'étude réalisée par Mustapha Sehim. Les entreprises culturelles au Maroc. Agence intergouvernementale de la francophonie. 2003

10. Nous sommes en droit de nous interroger sur certaines pratiques pratiquées dans le champ artistique où les espaces des galeries ferment les uns après les autres pendant que des pratiques privées et souterraines s'épanouissent dans le calcul glacial ...

11. J. Habermas. L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise. Payot. Paris. 1978

- sont difficiles à soulever, mais avec des règles du jeu telles que le principe de droit humain soit respecté.

Actualité, politique et culture

On se permet - en parlant des droits de l'homme alors que l'actualité dans certaines petites villes (Sefrou, Ifni...) au Maroc impose une nouvelle réflexion politique – de se poser la question suivante : Ce qui s'y passe relève de conjonctures politique ou socio-culturelles ?

Il va sans dire que la question de la marge, de la précarité et celle de l'exclusion hante la puissance et le politique et qu'il sont au cœur des questions originelles et fondamentales du politique et du culturel. De la culture parce qu'une des questions essentielles qui traverse les exclus, ne serait-ce que dans les villes, est celle du désir et de l'angoisse⁽¹²⁾.

De l'angoisse cela va de soi, car la capacité à se projeter dans l'avenir paraît quasi-impossible. Et du désir puisqu'on est dans le paradoxe où le seul désir possible qui semble donné par le spectacle social est un désir consommatoire⁽¹³⁾, les autres portes étant fermées en termes d'emploi⁽¹⁴⁾, de socialisation et de citoyenneté. Donc la forme la plus simple du désir que l'on trouve aux vitrines des marques franchisées et dans les rayons des espaces commerciaux. Et c'est précisément à ce désir consommatoire qu'on ne peut accéder faute de moyens. Le choix explosif de cette angoisse et de ce désir provoque de la révolte dans l'espace où elle peut être reçue. C'est-à-dire dans l'espace spectaculaire : la rue. L'équivalent des vitrines du centre commercial (marjane) est la vitrine TV du journal de 20 :30 Le grand désarroi du politique sur ce terrain-là, est qu'il y a très peu d'analyses qui raisonnent en termes de désir et d'angoisse, elles raisonnent en termes de besoins. Donc, elles vont répertorier un certain nombre de choses, par ailleurs tout à fait réelles et fondamentales, des besoins de logements, on créerait des emplois, si l'on ne prend pas en compte cette partie décisive du phénomène, on contourne, en quelque sorte un noyau dur. Quelque chose fait écran à cette question du politique et du culturel, c'est la notion de politique culturelle. Car quand on parle de politique culturelle, la première caractéristique c'est que le politique perd de son

12. Cf. M. de Certeau. La culture au pluriel. Op. cit. pp. 171-172. Voir également le chapitre VI de La crise de la culture de Hannah Arendt. pp.253-288. Gallimard Coll Folio-essais. 1972

13. Il n'y a qu'à remarquer la relation qu'entretiennent les jeunes avec les marques. Neufs ou usagers, le vêtement devient un marqueur social révélateur d'insoumission mais aussi de fragilité.

14. Cf. Belfakih abelbaki dans le magazine hebdomadaire Challenge n° 195/2008 « On prend les mêmes et on recommence » et le n° 207/2008 sur « La classe moyenne au Maroc aujourd'hui ».

épaisseur dans sa dimension tragique et la culture de son épaisseur dans le champ de l'angoisse⁽¹⁵⁾. Les politiques culturelles deviennent elles-mêmes économiques au sens réducteur. Elles participent d'une stratégie qui se réfère essentiellement à des besoins à satisfaire et la politique de la quasi majorité des festivals en témoigne. Il est un détour qui serait de dissocier le couple politique et culturel pour regarder ce qu'est la question centrale du politique par rapport au problème du désir. C'est évidemment un bouleversement qui serait culturel avant même d'être opérationnel car les politiques et les professionnels culturels ont tendance à considérer que le problème du désir relève de la seule conscience individuelle⁽¹⁶⁾.

Le chômage apparaît comme un des problèmes majeurs de l'exclusion

La question du chômage est effectivement le centre des problèmes. On ne répondra pas à la question des villes, petites, moyennes et grandes mais aussi celle des campagnes - si on fait l'économie de la question de l'emploi. Pas d'emploi au sens du travail qui est une forme très précise de l'histoire humaine. L'étymologie⁽¹⁷⁾ le dit bien, c'est un type d'activité associé à la contrainte, à la pénibilité, à la souffrance. Ce n'est pas un hasard, si jusqu'à l'aube du capitalisme industriel, le travail et l'ouvrage - activité à forte intensité d'investissement qualitatif d'autonomie et de choix étaient distincts. Le capitalisme a fait disparaître l'ouvrage au profit du travail⁽¹⁸⁾. Or les conditions de la mutation technologique et technique font que la qualité de travail au sens strict s'est considérablement restreinte. En trente ans, des années 70 au troisième millénaire, la richesse a certainement été multipliée et le volume de travail a tendance à diminuer sensiblement. Paradoxalement, il existe deux obstacles majeurs à ce que cette diminution de travail pénible soit vécue comme libération. Le premier est social. La société marocaine fait porter tout le poids de cette mutation environnementale sur les exclus, aggravant la pauvreté que l'on aurait pu croire vaincue du fait du soit disant développement de la société ! « Le chômage est la forme sauvage de la réduction de la durée du travail »⁽¹⁹⁾. Le second obstacle est culturel. Si on fait une électrolyse du mot

15. Cf. M. de Certeau. Op. cit. p. 207 - 208

16. P. Bourdieu dans *La Distinction* démontre à travers l'emprunt qu'il fait à la discipline psychanalytique que la notion du désir est hautement sociale. Cf. *La distinction : critique sociale du jugement*. Ed. de Minuit. 1979

17. Cf. E. benveniste. *Vocabulaire des institutions indo-européennes*. T. 1 : économie, parenté et société. p. 163 . éd. de Minuit. 1980

18. Karl Polanyi ; *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard NRF ; 1983. pp. 21-42

19. Cette idée a été développée par Alain Touraine. In *Le retour de l'acteur*. Fayard. 1984. pp 47-53 (mutation de la sociologie).

travail, il représente l'accès à un revenu, à une reconnaissance sociale et la construction de l'identité⁽²⁰⁾. Mais rien n'interdit que ces trois éléments soient décomposés. La catégorie de gens qui peuvent vivre culturellement l'idée que la construction de leur identité n'est pas directement liée à un échange entre travail et salaire concerne plutôt des milieux culturellement favorisés. On ne peut donc demander aux plus défavorisés d'être les cobayes d'un laboratoire anticipateur sur l'avenir du travail. Mais l'alternative au travail, c'est l'activité, le fait de sentir que l'on est acteur de sa vie individuelle et collective. Donc l'alternative au travail, ce n'est pas l'assistanat. Cela suppose une intervention socialisée qui est déjà massive. La réalité est là, mais elle n'est pas pensée comme telle dans une stratégie globale. Beaucoup d'argent est transféré aux questions sociales. Si ce transfert est massif et que les citoyens n'en comprennent pas l'utilité, ils le vivent en termes de «prélèvement obligatoire», ils sont donc doublement étrangers au transfert. Il existe un fantasme de l'«Etat» surpuissant qui est un obstacle de la maturité des rapports sociaux. La question sociale est traitée comme une mineure à protéger et on sombre dans la dépendance et l'assistanat. La collectivité devient schizophrène, car il n'y a pas de visibilité sur le rapport entre «richesse» prélevée et la «richesse» affectée. Un des grands problèmes est de rétablir de la visibilité dans ces circuits socialisés⁽²¹⁾.

20. On aborde un problème grave, car la dignité d'une personne passe par son positionnement dans l'échange économique et social. Si elle est insérée dans l'échange, elle est utile pour autrui et la rétribution qu'elle reçoit lui donnera un minimum d'autonomie. L'échange est, et je reste dans la tradition de Mauss pour qui le don est une forme d'échange, ce qui donne à la fois, de l'autonomie et de la sociabilité, ces deux notions qui se renforcent l'une l'autre. L'échange culturel, bien sûr, fait partie de l'échange. Privé d'échange économique, perturbé dans son échange social, un exclu perd vraisemblablement sa capacité d'échange culturel. C'est un phénomène de chaîne. L'exclusion dans un domaine enchaîne souvent l'exclusion dans les autres.

21. Une société créative est aussi une société de créateurs. Je pense que plus on est créatif dans une société en mouvement, plus on est soi-même, plus ce que l'on fait ne peut l'être par aucun autre. La vocation et le talent sont les meilleures garanties de préservation de l'emploi. Le potentiel créatif de chacun ne doit pas être laissé en jachère. Pourtant nous privilégions trop certaines formes de créativité au détriment d'autres. La culture propre de chacun, la culture populaire est une dimension fondamentale. On est désormais dans l'obligation d'organiser l'emploi sur plusieurs types de cultures. Je dis souvent, qu'il faut à la fois que les hommes s'adaptent à l'emploi mais aussi que l'emploi s'adapte aux hommes. Les emplois haut de gamme tendent à se développer et c'est une bonne chose. Mais il n'est pas dit que tous arriveront à assimiler ces formes d'emploi. Si on n'utilise pas les ressources propres des personnes, elles seront rejetées du système.

Rétablir la visibilité sur l'exclusion

C'est un des phénomènes majeurs de l'exclusion, les gens sont devenus invisibles au corps social. On est dans une société qui devient de plus en plus complexe, où la visibilité ne peut passer qu'au travers du comptage statistique. Avec les quelques recherches effectuées dans le cadre du programme de l'INDH, on a réalisé que plus de la moitié de gens étaient inconnus des services concernés. Ils étaient entrés hors statistiques. Une politique publique a, entre autres, pour avantage de restaurer de la visibilité sur les questions de l'exclusion et de la précarité. De surcroît, quand on cumule tous les faits des différentes mutations, alors même que nous sommes rentrés par le primat de l'économie dans une civilisation de désir consommatoire et qu'il n'y a pas d'espoir de travail, donc de revenu, on entre dans la détresse psychique et physique. C'est le modèle que l'on trouve massivement du côté des exclus et précaires, qui ont pourtant autant, sinon plus, de raisons d'exploser que les jeunes mais qui retournent cette violence contre eux-mêmes. La chute silencieuse de ceux qui sont rentrés dans la pauvreté est à bien des égards plus redoutables que les explosions aveugles et criminelles, car ceux qui se taisent rentrent dans la mort sociale. Au lendemain des explosions de 16 mai, on crée des instances supplémentaires, un colloque, on mobilise tout le ban et l'arrière ban. On rajoute des milliards, ce n'est peut-être pas suffisant, mais on identifie au moins le problème. Et ce qui explose est grave parce que partie visible d'un iceberg, qu'est l'implosion.

Les dispositifs qui visent à lutter contre l'exclusion et la précarité suffisent-ils de combattre en profondeur le malaise général ? Question incontournable parce que de stratégie. D'une certaine façon, une société collectivement intelligente pourrait à coûts relativement faibles offrir à des démunis, défavorisés, révoltés, ...etc., et ce ne sont pas les qualificatifs qui manquent, des perspectives de réinsertion et d'intégration. Elle pourrait aussi être cynique. C'est-à-dire traiter le problème des explosions et se contenter de gérer l'exclusion sans véritablement la combattre. On aurait une batterie de moyens...Mais ces moyens risquent de plus en plus de se voir détournés de l'esprit de leur initiateurs par le cœur du corps social, en particuliers les classes moyennes présentes au sein des administrations publiques qui seraient bien contentes que l'on règle le problème de la paix sociale à coup de quelques travailleurs sociaux formés de la façon la plus expéditive, d'un peu d'argent et de dispositifs. En gérant l'explosion, on ne générerait pas l'implosion du corps social, qui est pourtant à l'origine de tous les problèmes. On passerait alors de la lutte contre l'exclusion et la précarité à sa simple gestion sociale.

Il est vrai, il existe, que le paradoxe qui ressort de l'actualité explosive des quartiers exclus et régions précaires demeure problématique tant que ces phénomènes

pèsent comme des urgences. Peut-on alors concilier ce travail de « cas par cas », qui demande du temps, et l'urgence des solutions à apporter ? Il nous faut à la fois mener une course de vitesse et une course de fond. Le grand danger en matière culturelle serait de mener des actions qui ne seraient pas suivies, qui ne dureraient pas un an, ou deux, voire trois. Les dégâts seraient extrêmement importants. Il est bien évident que ce genre de raisonnement a pour nous des incidences budgétaires complexes. Il nous faut trouver des modalités qui facilitent la contractualisation pluriannuelle d'une convention de développement social et culturel avec une ville. Tous les projets qui se montent peuvent être des ferments de réinsertion sociale. Actuellement dans les quartiers précaires, nous assistons à un très net refus de la vie associative, de la représentation. Personne n'a de réponse face aux déchirures du tissu social. Les solutions sont partielles, elles prendront du temps. Pour retisser du lien social, raisonnons en termes de micro-projets, imaginons et surtout donnons-nous du temps.

Bibliographie

- Arendt, Hannah, *La crise de la culture*. Gallimard. 1972.
- Balandier, George, *Le Grand Système*. Fayard. 2001.
- Belfakih, abdelbaki, *Processus de la culture au Maroc*. Thèse d'Etat en anthropologie soutenue en 2007.
- Benveniste, Emile, *Vocabulaire des institutions indo-européennes*. Minuit. T ; 1. 1980
- Bourdieu, Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*. Minuit. 1979
- De Certeau, Michel, *La culture au pluriel*. Seuil 1993
- Donzelot, Jacques, *L'invention du social : essai sur le déclin des passions politiques*. Fayard. 1984.
- Habermas, Jürgen, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Payot. 1978.
- Polanyi, Karl, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard NRF. 1983.
- Sehimi, Mustapha, *Les entreprises culturelles au Maroc*. Agence intergouvernementale de la francophonie. 2003.
- Touraine, Alain, *Le retour de l'acteur*. Fayard 1984.